

Rapport de synthèse de présentation du projet

PAYS-Commune(s) concernée(s) ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

I. Présentation générale du pays et de la (des) commune(s) concernée(s)

Titre complet du projet : Améliorer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les zones de yourtes d'Oulan-Bator, Mongolie, par la mise à l'échelle visant une population de 117 000 familles (à raison de 4 personnes par famille) de solutions innovantes et éprouvées

Durée du projet : 36 mois

Montant global du projet : 1 023 371€

Description sommaire des ouvrages « eau » et des ouvrages « assainissement » :

Les infrastructures pilotes en matière d'eau et d'assainissement ont été installées lors de la première phase du projet, accompagnées d'un renforcement des capacités des acteurs, du secteur, sur une petite échelle (44 500 bénéficiaires, 5 Khoros) ; cette seconde phase consiste à passer à l'échelle, en diffusant les bonnes pratiques et les réussites de la première phase, et que des acteurs locaux (entreprises privées, organisations communautaires, acteurs publics) répliquent eux-mêmes ces infrastructures à grande échelle (2 districts avec 49 Khoros) . ACF ne serait donc plus dans la mise en œuvre directe, mais dans l'accompagnement des acteurs et l'orientation de la mise à l'échelle à travers le suivi et l'évaluation systématique (évaluations externes et internes, enquêtes Connaissances, Attitudes et Pratiques) des infrastructures pilotes de la phase I.

Présentation succincte du pays

La Mongolie est un pays situé dans le Nord Asiatique, enclavé entre la Russie et la Chine. Avec près de 2,8 millions d'habitants et une superficie égale à 3 fois celle de la France métropolitaine, la Mongolie a la plus faible densité de population au monde (1,7 hab/km²).

Le pays est montagneux et de climat aride voire désertique. Ainsi, peu de terres arables sont cultivées et à l'heure actuelle, la population d'éleveurs nomades ou semi-nomades est estimée à 30% de la population mongole. Les ressources en eau en milieu rural présentent le paradoxe de concentrer seulement 36% des réserves nationales en eau sur 76% de la superficie du pays. L'évolution récente du climat avec la diminution de la pluviométrie, combinée au développement de l'activité industrielle (forte exploitation des ressources minières et développement des tanneries) engendrent une détérioration en termes de qualité des ressources en eau du pays.

Dans les années 90, la Mongolie a basculé d'une économie basée sur le modèle soviétique à une économie libérale. A cette transformation économique majeure et à la faiblesse de politiques environnementales et industrielles, s'est ajoutée la succession rapide d'hivers particulièrement rudes qui ont décimé le bétail de nombreuses familles nomades. La Mongolie doit aujourd'hui faire face à une crise causée par la conjonction de nombreux facteurs, aussi bien climatiques et environnementaux que structurels qui engendrent un exode massif et rapide des populations vers la capitale Oulan-Bator, qui accueille désormais près de 40% de la population nationale et contribue à plus de 60% du PIB national.

Présentation du pays sur le plan eau et assainissement

En Mongolie, la situation générale sur le plan eau et assainissement est caractérisée par une grande fragmentation des responsabilités entre les différents niveaux institutionnels et un manque de coordination entre les acteurs publics, privés et associatifs. Par ailleurs, le pays fait face à de grandes disparités régionales et locales, et à un manque à la fois de capacités institutionnelles et de cadre légal afin de répondre aux besoins en termes d'accès amélioré aux infrastructures d'eau et d'assainissement. Au niveau de la capitale même, la disparité entre le centre-ville et les zones de yourtes est criante en termes d'accès aux services de base (eau, assainissement, voies de communication, électricité, santé, éducation) ou de tarification (alors que les habitants du centre-ville payent de 0,3 à 0,4 MNT par litre d'eau, les habitants des zones de yourtes payent trois à cinq fois plus, de 1,0 à 2,0 MNT par litre).

Concernant l'eau potable,

Pourcentage de la population ayant un accès amélioré à l'eau potable (WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply and Sanitation JMP, 2010)

- En milieu rural : 49%
- En milieu urbain : 97%

Le chiffre de couverture en milieu urbain ne témoigne pas de l'importante disparité en termes de quantité entre les 240L par habitant au centre-ville contre 4-10L par habitant des zones de yourtes¹ ou en terme de disponibilité, entre les résidents du centre-ville dont l'eau est disponible en permanence du fait de la connexion domiciliaire alors que les habitants des zones de yourtes sont limités du fait des horaires d'ouverture des kiosques à eau ou de la distance de leur foyer jusqu'au kiosque et du volume des containers à eau. En outre, cette faible consommation reste nettement en dessous des standards internationaux de développement (30-60L/personne/jour).

Concernant l'assainissement,

Pourcentage de la population ayant un accès amélioré à l'assainissement (JMP, 2010)

- En milieu rural : 32%
- En milieu urbain : 64%

Contexte réglementaire et institutionnel

L'organisation administrative de la Mongolie est caractérisée par un système « déconcentré » dans lequel la Ville d'Oulan Bator, divisée administrativement en « Districts » (9), eux-mêmes subdivisés en « Khoros » (132), reste placée sous la supervision directe du gouvernement central Mongol. Du point de vue des compétences en matière d'eau et d'assainissement, la Mongolie fait face à un éclatement des compétences. Le secteur de l'eau est ainsi géré par 8 différents Ministères au niveau national (les 2 principaux étant le Ministère de la construction et du Développement Urbain et le Ministère de la Santé, respectivement chargés des schémas directeurs d'approvisionnement en eau et des normes sur la qualité de l'eau). Au niveau de la ville d'Oulan Bator, les compétences en matière d'approvisionnement en eau incombent à la compagnie d'état, l'USUG, sous la supervision directe de la Ville d'Oulan Bator et en lien avec les ministères techniques (tel que le Ministère de la construction et du Développement Urbain et le Ministère de l'Environnement). Le cadre légal régissant le secteur de l'eau est également marqué par une diversité des lois, programmes et stratégies reflétant l'éclatement des compétences : en ce qui concerne la consommation d'eau potable, le gouvernement a adopté en 1999 un programme cadre intitulé « Développement du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'éducation à l'hygiène pour le 21^{ème} siècle », suivi d'une loi cadre sur l'Eau, adoptée en mars 2004, visant à améliorer de manière durable l'accès à l'eau et à l'assainissement, sans toutefois fixer d'objectifs chiffrés. Ce dispositif est complété, pour ce qui concerne la ville d'Oulan Bator, par le « Programme Cadre de Développement de la Ville », programme multisectoriel approuvé par le gouvernement en 2001, qui fixe 26 objectifs qualitatifs, tels que « Fournir une eau potable », sans toutefois préciser les moyens, les indicateurs et le calendrier pour atteindre cet objectif qualitatif.

Seureca² a élaboré le Schéma Directeur pour l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées, pour la ville d'Oulan Bator en 2006, qui visait à définir l'expansion et la politique de gestion pour l'approvisionnement en eau et les systèmes d'évacuation des eaux usées dans la ville (autant dans la zone des appartements que dans les zones des Ger), jusqu'à 2020.

Le programme PASU 2 (projet d'amélioration des services urbains) subventionné par la Banque Mondiale, travaille actuellement avec la municipalité et l'USUG à la mise en place et à l'organisation de conduites d'approvisionnement en eau afin de connecter les kiosques des zones des Ger.

L'USUG, la municipalité, PASU et les « *district planning departments* » sont impliqués dans l'organisation de la localisation des nouveaux kiosques, mais aucun plan à l'échelle municipale n'existe quant à l'amélioration des conditions sanitaires dans les zones des Ger.

Présentation de la (ou des) commune(s) bénéficiaire(s)

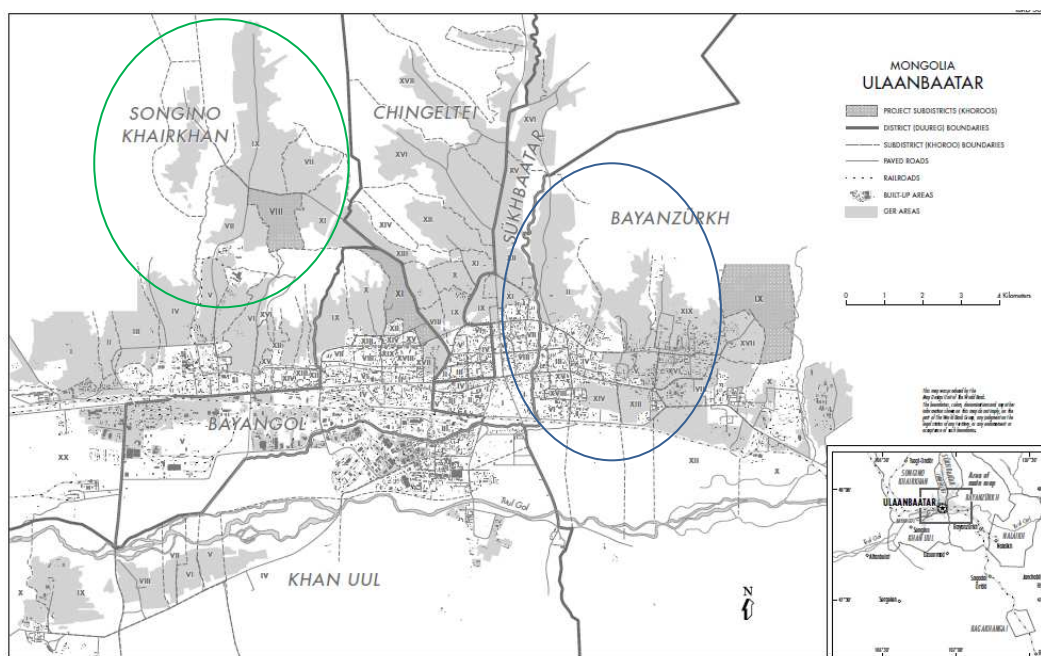
ACF projette d'effectuer le projet en priorité dans les 2 districts déjà ciblés lors de la première phase d'expérimentations de technologies pilotes du projet (mars 2009 et aout 2012), Bayanzurkh et Sogino

¹ L'eau pour la Mongolie, politique et gestion, Yu.dong Ju, 2007

² Bureau d'ingénieurs conseil de Veolia Environnement à l'international.

Khairkhan, dans la capitale Oulan-Bator. ACF avait alors travaillé avec les autorités de 5 khoroos, et projettent de passer à l'échelle du district entier, soit avec leurs départements techniques et les autorités des 49 khoroos (voir le tableau ci-dessous).

District ³	Nombre de Khoroos	Population au 01.01.2009	Pourcentage de la population d'Oulan-Bator	Surface (en km ²)	Densité personnes/km ²
Songino Khairkhan	25	232 326	22%	1200	193,6
Bayanzürkh	24	235 192	22%	1244	189,1



Présentation de la (ou des) commune(s) bénéficiaire(s) sur le plan eau et assainissement

Au sein de la capitale Oulan-Bator, les conditions de vie de la population des zones des yourtes sont à l'opposé de celles des personnes vivant au centre-ville : pas d'accès aux réseaux de chauffage urbain, d'eau avec connexion domiciliaire, et d'assainissement solide et liquide. La faible densité de population sur ces larges espaces rend très coûteux pour les autorités locales tout investissement visant à rattacher ces foyers aux différents réseaux urbains. Ainsi, les services et infrastructures de base y sont très limités voire inexistantes, ce qui a conduit à une dégradation environnementale massive (pollution des sols, des ressources en eau, et de l'air), ayant pour conséquence une augmentation des maladies.

Concernant l'eau potable

Le centre urbain d'Oulan-Bator dispose d'un réseau conventionnel d'approvisionnement en eau alors qu'il n'y a aucun raccordement individuel pour les habitants des zones de yourtes dont l'approvisionnement dépend de bâtiments de stockage, appelés kiosques à eau. Selon USUG, plus de 550 kiosques à eau ont été recensés, dont 458 gérés directement par ces derniers. Environ 66% de ces kiosques sont alimentés par camion-citerne tandis que les autres sont directement connectés au réseau d'eau urbain. En outre, si la population ne semble guère se plaindre de ce système d'approvisionnement, l'achat de l'eau y est pourtant considéré comme faible, non pas tant pour une question de coût (abordable) que pour une question de praticité. Les ménages doivent parcourir en moyenne 350 mètres et dans certains cas il leur faut réaliser jusqu'à 3 kilomètres⁴ pour s'approvisionner. Par ailleurs, en hiver, l'absence de routes pavées complique et rend périlleux les déplacements et notamment celui du transport de l'eau.

En outre, force est de constater que la gestion des kiosques à eau situés en zone de yourtes est déficitaire pour l'USUG car les coûts d'exploitation sont nettement supérieurs aux revenus de la vente

³ Office National des Statistiques Mongol (2010)

⁴ Municipalité d'Oulan-Bator – Ger Area Upgrading Strategy of Ulaanbaatar City. 2007

de l'eau. Ceci contribue donc à la détérioration des kiosques et complique la gestion de l'approvisionnement en eau potable pour l'USUG.

Selon la Banque mondiale⁵, le développement de kiosques à eau est très cher. Le manque à la fois d'apport de capital financier et de subventionnement des kiosques témoigne d'une faiblesse politique majeure. En effet, le rapport fait état du déficit impressionnant de financement des kiosques et notamment ceux s'approvisionnant par camion-citerne. Le prix actuel de vente d'eau est de 1000 MNT⁶ par m3 ce qui n'est qu'une très faible partie du coût total (estimé entre 3 280 et 4 260 MNT par m3, soit entre 1,84 euros et 2,39 euros pour les kiosques alimentés par réseau et entre 4 250 et 4 260 MNT, soit 2,38 et 2,39 euros pour ceux par camion-citerne).

Enfin, au problème de quantité, s'ajoute celui de la mauvaise qualité de l'eau consommée par cause de contamination au niveau du domicile. Les containers d'eau utilisés pour le stockage sont très souvent inadaptés au stockage d'eau (article d'occasion et présence de résidus contaminants, plastique non alimentaire).

- Bénéficiaires directs : Tolgoit et les autorités locales des 2 districts et des sous-districts ainsi que leurs départements techniques.
- Bénéficiaires indirects : La population des deux districts - Bayanzurkh et Sogino Khairkhan
- Interlocuteurs/Partenaires : USUG, Ministères, autorités locales des 2 districts et des sous-districts, banques (Xas Bank).

Concernant l'assainissement

Les installations sanitaires se résument à des latrines de base à usage unique, qui, une fois remplies, sont « refermées ». Une autre fosse est alors creusée. D'une part, le système actuel contamine les sols, d'autre part, il ne présente pas de caractère durable, en raison de la place limitée chez les particuliers, empêchant de changer régulièrement de fosses.

En dehors du programme pilote réalisé par ACF, il n'y a pas à proprement parlé de système de revalorisation des boues de vidange, des déchets ou des eaux usées. L'USUG, dont le mandat est de fournir un service d'évacuation des eaux usées dans la ville d'Oulan-Bator, gère les stations d'épuration du centre urbain. Cependant, la question de la responsabilité de la prise en charge de l'assainissement des zones des Ger fait toujours débat entre les différents acteurs (et secteurs), notamment entre l'USUG et la municipalité.

En outre, l'USUG gère un petit service de 5 personnes qui vide les fosses septiques des quelques institutions (écoles et hôpitaux) des zones des Ger disposant d'un approvisionnement en eau. Cependant, la vidange des fosses des latrines domestiques reste un secteur à développer.

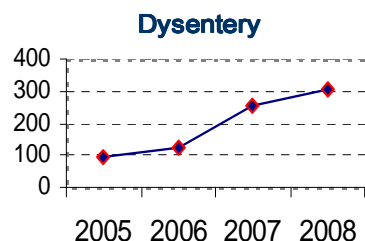
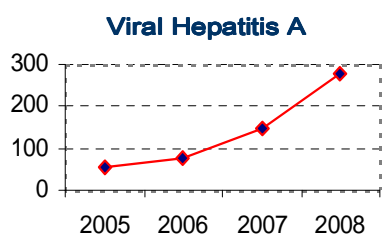
Toutes les eaux usées issues des stations d'épuration de l'USUG (y compris celles collectées dans les fosses septiques) sont finalement séchées et enfouies. Le compostage des eaux usées de l'USUG n'a pas encore été testé et les compétences et services ne sont pas encore présents au sein de l'organisation.

Ainsi, l'absence d'installations d'assainissement améliorées familiales et les mauvaises habitudes d'hygiène alourdissent fortement le fardeau des maladies et accroissent la pauvreté. En parallèle, la mauvaise gestion des eaux usées dans la zone périurbaine contribuent grandement à l'insalubrité du milieu et à la pollution des eaux souterraines.

En conséquence, en 2007, 48% de tous les cas de maladies rapportés ont été observés à Oulan-Bator, alors que le taux national était de 22 % en moyenne sur les cinq dernières années (Ministère de la Santé, 2007). Le virus de l'hépatite A, dont le développement est favorisé par des conditions d'hygiène précaires, est sept fois plus présent dans la ville d'Oulan-Bator que dans le reste du pays (Banque Mondiale 2006), et cette tendance est à la hausse. Les cas de dysenterie sont également en augmentation dans le pays, et 75% des cas ont été observés dans la capitale (Ministère de la Santé 2007).

5 Référence 4 : Managing Urban Expansion in Mongolia (2010)

⁶ 1 Euro=1782, Tugrik Mongol ou MNT au 02/01/2011



Incidence totale de l'hépatite A (1) et dysenterie (2) dans le district de Chingeltei (Janv-Sept 2005 -2008). Graphiques réalisés à partir de données collectées par ACF auprès du centre médical du district.

Ces maladies peuvent être directement liées aux mauvaises conditions sanitaires et à la faible consommation d'eau dans les zones des Ger. Les données de santé disponibles indiquent que la situation s'aggrave chaque année.

- Bénéficiaires directs : les entreprises privées (artisans), les autorités locales des 2 districts et des sous-districts ainsi que leurs départements techniques.
- Bénéficiaires indirects : La population des deux districts - Bayanzurkh et Sogino Khairkhan
- Interlocuteurs/Partenaires : USUG, Ministères, autorités locales des 2 districts et des sous-districts, Universités (MUST, NUM et MUA⁷), banques (Xas Bank).

II – Présentation du projet (travaux et actions projetés)

Ce projet constitue la seconde phase d'un programme d'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement dans les zones de yourtes d'Oulan-Bator.

Durant la première phase (mars 2009 à août 2012), les équipes ACF ont cherché à tester et développer des solutions innovantes et décentralisées visant à améliorer l'accès aux services minimum en eau et en assainissement et hygiène. Le défi visait également à adapter ces technologies au climat continental et aux amplitudes thermiques extrêmes, tout en privilégiant les méthodes les plus appropriées d'un point de vue économique et social pour les utilisateurs. Ce projet de recherche, financé notamment par l'AESN, s'est donc appuyé sur la mise en place de techniques visant à prendre en considération les cycles de l'eau et de l'assainissement, partant du principe que les excréments et les eaux usées ne sont pas des déchets mais plutôt des ressources à valoriser (ex : le compost étant un produit limité sur Oulan-Bator).

Durant la deuxième phase (Avril 2012 à mars 2015) ACF propose :

- a) De mettre à l'échelle les solutions techniques (hard) et institutionnelles (soft) qui ont prouvé leur pertinence technique et leur capacité d'appropriation par la population et les autorités. Dans ce cadre, ACF s'attachera à :
 - poursuivre son intervention dans les zones de yourtes en ne s'impliquant pas cette fois-ci dans la mise en œuvre directe mais en se concentrant sur le transfert de compétences et l'accompagnement des acteurs publics, privés et associatifs. Pour permettre la diffusion à plus large échelle des activités testées lors de la première phase du projet, il faut travailler activement à la fois avec les acteurs locaux (société civile mongole ou entrepreneur privé) et institutionnels afin de créer un environnement politique favorable à la diffusion et à la réplique de ces solutions pour le développement à plus grande échelle d'un système décentralisé de services en eau et assainissement. Le projet est d'ailleurs conforme aux objectifs du gouvernement Mongol⁸, à savoir renforcer les capacités institutionnelles, améliorer la gouvernance et assurer la démultiplication des activités d'eau, d'assainissement et d'hygiène en établissant des partenariats avec des structures intéressées à l'idée de contribuer à l'extension de chacune des activités pilotes testées par ACF.
 - Augmenter la zone d'intervention en termes géographique et de nombre de bénéficiaires directs et indirects atteints

⁷ Université de Sciences et Techniques de Mongolie (MUST), Université Nationale de Mongolie (NUM) et Université Mongole d'Agriculture (MUA)

⁸ Mongolia : Access to water and sanitation, UNDP, 2011

- b) D'évaluer les infrastructures de la phase I, en termes à la fois technique, d'utilisation par les bénéficiaires et de pérennité, et maintenance. Une durée de 3 ans n'est pas de trop pour suivre ce volet d'appropriation par la population et les autorités. Ce processus continu d'évaluation s'appuiera sur les activités suivantes :
- Evaluations d'impact du kiosque à eau : date, nombre, type, satisfaction des usagers.
 - Evaluations des pratiques : type, nombre d'utilisateurs, dates, évolution des pratiques.

Enfin, cette seconde phase sera réalisée concomitamment à un projet de thèse doctorale opérationnelle (01/01/2011 au 31/08/2015) sur l'assainissement durable pour les populations vulnérables en milieu péri-urbain. Ce dernier cautionnera les orientations techniques du projet opérationnel, et le fera bénéficier de savoir-faire et des compétences de diverses universités techniques spécialisées dans ce domaine, ainsi que du concours d'autres partenaires du comité de pilotage travaillant également sur l'assainissement en milieu froid : Ministère Mongol de la Construction, Municipalité d'Oulan-Bator, Université des Sciences et Techniques de Mongolie, Université des Sciences et Techniques de Chine, Centre de Développement d'Assainissement Ecologique Durable de Chine, Institut Environnemental de Stockholm, Université des Sciences de la Vie à Aas en Norvège, ONG TED – Technologies pour le Développement Economique du Lesotho –, l'Agence de l'Eau Artois Picardie. Ce projet thèse voit également l'apport de 8 Masters (4 internationaux jumelés avec 4 Mongols) sur le traitement des matières fécales et leurs débouchés, le traitement des eaux grises, le marketing social et l'économie.

OBJECTIFS DU PROJET

- Mettre à l'échelle la phase I du projet en contribuant à accroître la consommation en eau et l'accès à l'assainissement dans les zones ciblées (49 khoros) en favorisant et accompagnant le service d'eau mis à disposition,
- Promouvoir des solutions testées et répliquables permettant une amélioration de la qualité de l'eau consommée à domicile.
- Créer un environnement favorable permettant la diffusion d'infrastructures familiales d'assainissement améliorées et de leur système de vidange et de valorisation,
- Renforcer les capacités des acteurs publics, privés et à base communautaire dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène.
- Accompagner les acteurs institutionnels dans la coordination et le renforcement de capacités des différents échelons nationales.
- Evaluer en continu les infrastructures et les méthodologies pilotées en phase I de manière à en assurer la pertinence et la capacité de leur mise à l'échelle

Description technique du projet (les 3 composantes sont à renseigner)

Concernant l'alimentation en eau

Sur la première phase du projet⁹, ACF a construit **un kiosque à eau multiservices pilote**. Les consommateurs pourront alors s'approvisionner en eau potable tout en bénéficiant de services de proximité attenants au bâtiment.

Une enquête réalisée en 2010 par les équipes ACF a pu identifier que les services plébiscités sont une pharmacie, un magasin type charpentier ou cordonnier, et enfin une unité sanitaire type bains publics, laverie, salon de coiffure ou toilettes publiques. Chacun de ces services contribuera à financer le fonctionnement et la maintenance du kiosque à eau multiservices.

Lors de la seconde phase, ACF pilotera et évaluera l'utilisation de ce kiosque par la communauté et travaillera avec l'organisation communautaire Tolgoit qui assurera la maintenance et la gestion du kiosque à eau multiservices. Aussi, ACF épaulera l'organisation à développer un service d'eau à domicile permettant notamment pendant l'hiver d'accroître la consommation de ménages et d'améliorer la qualité de l'eau à domicile. Ce suivi, accompagné d'une évaluation du kiosque en août 2013 et d'une enquête CAP montrant l'impact du kiosque sur les pratiques de la population en matière d'hygiène, permettra de valider une infrastructure novatrice pouvant être mise à l'échelle par les autorités.

⁹ En raison des difficultés administratives rencontrées pour l'obtention du permis de construire, la construction sera finalisée à août 2012 : cette extension a été assumée financièrement par ACF (à hauteur de 70,000 euros de fonds propres).

Concernant l'assainissement

Lors de la première phase, ACF a construit, testé et piloté 3 différents types d'assainissement décentralisés : **100 latrines à fosse ventilées**, et **66 latrines surélevées** ont été installées en premier lieu pour ensuite basculer sur des toilettes de type écologique avec séparation de l'urine et des excréta. **118 toilettes écologiques** ont ainsi pu être montées. La récupération des excréta via un système de vidange et de collecte a permis d'approvisionner une unité de production de compost dont les tests ont contribué à réaliser 1,3 tonne de compost autant en été qu'en hiver. ACF effectue par ailleurs différentes séries de tests pour s'assurer que le compost issu des excréta ne présente pas d'agents pathogènes et puisse être utilisé pour l'agriculture ou l'aménagement des espaces verts.

Lors de la seconde phase, l'objectif est d'assurer une mise à l'échelle des infrastructures de manière à en faire bénéficier davantage de familles, et ce en s'appuyant sur les axes suivants :

- a) Transfert du service de vidange des toilettes et d'opération du site de compost aux partenaires (privés ou à base communautaire): ce transfert se fera progressivement, avec une mise en œuvre qui sera assurée dans un premier temps par les équipes ACF, le temps de faciliter une reprise complète de ces activités par les partenaires identifiés ;
- b) Développement de services locaux de la filière assainissement : ACF en collaboration avec les universités mongoles (MUST, NUM) et les autorités locales (Khoroo, municipalité d'Oulan-Bator) développera des analyses approfondies de la filière assainissement décentralisé (de l'utilisateur à la valorisation du produit fini) travaillera au développement de services locaux (exemple : points de vente locale de matériaux pour la construction de toilettes améliorées, service privé de vidange, développement d'unités de compostage, retraitement des boues par séchage) permettant la démultiplication des infrastructures ;
- c) Support à la stratégie institutionnelle de mise à l'échelle ;
- d) Evaluations des infrastructures d'assainissement pour en évaluer la pérennité et la maintenance ;
- e) Evaluations des pratiques de la population sur du moyen terme (3 ans) pour évaluer l'impact du volet assainissement sur la santé publique et le développement des pratiques d'hygiène.

Mesures sociales d'accompagnement

- *Les actions de sensibilisation, de participation (quoi ?, pour qui ? par qui ?)*

Pour sensibiliser la population d'Oulan-Bator et plus spécifiquement la population des districts de zones de yourtes, ACF organisera d'importantes campagnes de promotion des activités développées sur le terrain par le biais des médias locaux (radios, TV, presse). Les résultats d'enquête ciblant les pratiques à risque sur la conservation de l'eau à domicile, les risques sanitaires et environnementaux, seront également présentés sur des panneaux de communication visuelle près des écoles, kiosques à eau et autre point public pertinent.

Par ailleurs, une unité de coordination sera initiée par ACF et animée par une autorité compétente (comme la « Water Authority » constituée de représentants des différents ministères concernés mais qui à ce jour n'est pas opérationnelle). Elle veillera à assurer la collaboration entre tous les acteurs (nationaux, internationaux) travaillant sur les thématiques eau, hygiène et assainissement, à compiler les informations sur les besoins et les programmes mis en place, et à harmoniser les interventions. Elle aura pour membres les autorités nationales/ministères, les acteurs locaux publics et privés (USUG, municipalité UB, etc.), les universités concernées, les organisations locales (ONG ou à base communautaire), et les acteurs externes tels que les organismes des Nations Unies, Banque Mondiale, les Organisations Non Gouvernementales internationales.

En parallèle, grâce au rayonnement à l'international d'Action Contre la Faim, le partage d'expériences à plus large échelle sera assuré lors d'interventions dans plusieurs réseaux d'échanges et forums internationaux, comme notamment le forum annuel co-organisé par ACF. La thèse réalisée concomitamment permettra la diffusion de l'information dans les réseaux universitaires nationaux et internationaux mais également l'échange d'informations et d'expériences entre organismes compétents. L'objectif de cette interaction est double : sensibiliser les experts aux problèmes et succès rencontrés lors de la mise en œuvre et le développement de ces solutions ; et bénéficier de leurs concours pour surmonter certaines difficultés.

Enfin, ACF entamera un long travail de sensibilisation auprès des autorités institutionnelles visant à améliorer l'intégration des zones de yourtes dans les politiques urbaines et la prise en compte des contraintes et des solutions possibles.

- *Les actions de formation (quoi ?, pour qui ? par qui ?)*

Afin de créer un environnement institutionnel favorable et indispensable à l'accompagnement des acteurs locaux (société civile et entrepreneurs privés), une analyse institutionnelle du secteur et de ses capacités (ressources humaines, expertise, équipement et matériels disponibles, normes existantes, cadre politique et juridique, moyens logistiques et financiers, outil de suivi et d'évaluation) aux niveaux communautaire et national sera réalisée par les équipes ACF en collaboration avec une consultance externe. Par la suite, des formations seront dispensées notamment au niveau des Khoroos et de leur service technique par les équipes ACF soutenues par les universités nationales et internationales compétentes. En outre, comme mentionné précédemment, le partage d'expériences est clef dans ce projet. Aussi, ACF souhaiterait faire intervenir une ou plusieurs collectivités locales étrangères (au moins 3 venues possibles budgétées).

En outre, les acteurs (ONG locale, et entrepreneurs privés) seront formés en fonction de leurs besoins, afin d'améliorer leurs compétences techniques, sociales, commerciales et de gestion managériale (création de la demande, gestion de la relation client). Comme dans le cas des autorités locales, ACF prévoit de faire intervenir également des entrepreneurs privés innovants étrangers et/ou organisation à base communautaire pour faciliter l'échange et le transfert d'initiatives. ACF prévoit la venue d'au moins 3 entrepreneurs et 3 ONG locales à base communautaires

Sur demande de l'Université de Sciences et Techniques de Mongolie souhaitant répliquer le Centre pour l'Assainissement Ecologique et Durable (CSES) hébergé par l'Université de Sciences et Techniques de Pékin (l'USTB), un centre de documentation et de formation sera créé et développé au cours de cette seconde phase. L'objectif sera de développer une entité qui pourra assurer la compilation et le partage des expériences développées en EAH en milieu froid mais également service de centre d'information et de formation pour les clients, les développeurs/entreprises et les partenaires institutionnels.

Enfin, ACF cherchera à apporter son expérience et à participer aux sessions de travail avec les instances pertinentes, visant à :

- définir le cadre politique et stratégique d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et à répondre aux besoins de la population,
- travailler à l'intégration des besoins d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la planification urbaine et des infrastructures,
- développer les ressources financières supplémentaires afin d'assurer la mise en œuvre des stratégies adoptées (prêt à 0%, les subventions, le microcrédit, etc.)

- *Les structures de gestion (et/ou de défense des intérêts des usagers) pour l'eau et l'assainissement mises en place*

Tolgoit, l'organisation locale en charge de la gestion et du kiosque à eau, sera suivi et appuyé par les équipes ACF afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'unité construite et ainsi de confirmer le concept de co-financement par les services associés au kiosque.

Il en sera de même des structures privées reprenant la construction des toilettes améliorées, les services de vidange et de valorisation des boues. Chaque partenaire auquel ACF transfèrera les activités jusque-là réalisées par nos équipes sera accompagné et soutenu techniquement tout au long de cette seconde phase. Cela sera formalisé par un accord de partenariat, associé à un plan de renforcement de capacités basées sur l'évaluation du partenaire et des besoins formulés.

Enfin comme mentionné précédemment, le centre de documentation créé permettra une diffusion large et pérenne de l'information, et jouera notamment un rôle de défense des intérêts des usagers.

- *Autres activités mises en œuvre pour assurer la pérennité du projet sur au moins 10 ans (mécanismes de suivi créés par le projet, etc.)*

Lors de la seconde phase du projet, les infrastructures pilotes développées par ACF sur les 3 premières années seront suivies sur la durée, afin de confirmer qu'elles restent techniquement appropriées, utilisées et socialement acceptées par les bénéficiaires et financièrement viables.

La réalisation en parallèle d'études d'impact individuelles et collectives pour chacune des options pilotes permettra également de nourrir toute la seconde phase de transfert de compétences.

Enfin, à la fois le centre de documentation et l'unité de coordination créés permettront de développer des mécanismes de suivi et de dialogue et d'accompagner en profondeur le développement du secteur eau, assainissement et hygiène.

Evaluation externe du projet

Des évaluations intermédiaire (fin de printemps 2013) et finale seront réalisées par des experts externes à ACF dont le groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD) qui a été contacté à cette occasion. Les Agences de l'Eau Artois Picardie et Seine Normandie seront d'ailleurs conviées pour participer chacune à l'une de ces évaluations. Par ailleurs, ACF s'engage à faire au moins une communication publique sur le Bassin, concernant le projet soutenu par l'AESN lors de la conférence annuelle sur l'eau et l'assainissement en Mongolie, mais également lors de forum internationaux comme le World Water Forum de 2015.

En parallèle, ACF organisera une équipe dédiée au suivi et évaluation du projet en interne. Cette dernière aura pour objectif de réaliser au moins 4 enquêtes et/ou évaluations par an.

Calendrier prévisionnel des activités

Trimestres	Année n				Année n+1				Année n+2			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Opération du service de vidange et du site de compostage												
Promotion des activités développées sur le terrain (média)												
Consultant externe pour analyse institutionnelle												
Participation d'autorités locales d'autres pays pour partage d'expériences												
Sessions de travail (définition stratégique, planification urbaine, ressources financières)												
Conférence du Secteur National WASH												
Centre de documentation												
Formation des partenaires privés ou publics pour la reprise des activités d'ACF												
Suivi et évaluation des activités interne												
Evaluation intermédiaire et finale												

III – Porteur et partenaires locaux du projet

Porteur de la demande de subvention

Nom complet de l'organisme	Action Contre la Faim (ACF)
Adresse postale	4 rue Niepce 75662 Paris Cedex 14
SIREN	318 990 392

Expérience dans le pays et en matière d'eau et d'assainissement

En 2008, un programme de réhabilitation des sources d'eau a été mis en place dans les zones de « ger » d'Oulan Bator. Forte de cette expérience et des leçons tirées lors d'autres interventions EAH, ACF a mis en œuvre un projet de recherche (lancé en 2009 jusqu'à aout 2012) qui vise à

expérimenter des solutions techniques aux problèmes liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les zones de « ger » et à adapter une approche innovante aux facteurs sociaux et économiques.

Intitulé du projet : Développement de l'accès à l'eau et à l'hygiène dans les quartiers périurbains d'Oulan-Bator à travers le renforcement des capacités locales					
Lieu de l'action	Coût de l'action (€)	Chef de file ou partenaire	Bailleurs	Montant de la contribution (bailleurs)	Dates
Oulan-Bator	150 000	ACF, Autorités locales, USUG	Ville de Paris	74 930	01/04/08 au 31/03/09
Objectifs de l'action					
Contribuer à l'amélioration de l'environnement sanitaire des populations vivant dans les quartiers pauvres d'Oulan-Bator tout en réduisant les maladies liées à l'eau.					
Résultats de l'évaluation : Pas d'évaluation externe menée au terme du projet					

Intitulé du projet : Renforcer les capacités locales et expérimenter des options techniques pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans les zones de yourtes ou «Ger» d'Oulan-Bator, Mongolie					
Lieu de l'action	Coût de l'action (€)	Chef de file ou partenaire	Bailleurs	Montant de la contribution (bailleurs)	Dates
Oulan-Bator	1 116 565 (incluant l'extension jusqu' à Aout 2012)	Chef de file : ACF Partenaires : USUG, Municipalités, Organisation Communautaire « Tolgoit », Universités de Sciences et Techniques de Pékin et de Mongolie, etc.	AEAP, AESN, Gisors, Bénésville Fondation Véolia, ACF	780 050 (incl. collectivités – communes de Rubrouck et Bénésville – et collectivité bénéficiaire des travaux)	Du 1/03/09 au 31/08/12
Objectif de l'action					
Identifier, expérimenter et effectuer le suivi de solutions permettant un accès durable à l'eau, l'hygiène et un assainissement respectueux de l'environnement aux habitants des zones des yourtes ou « Ger » d'Oulan-Bator					
Résultat de l'évaluation : Projet en cours.					

Projets antérieurs financés par l'AESN

Intitulé du projet : Eau, assainissement et hygiène au Zimbabwe : une approche durable basée sur le développement des structures de gestion locales					
Lieu de l'action	Coût de l'action (€)	Chef de file ou partenaire	Bailleurs	Montant de la contribution (bailleurs)	Dates
Province de Masvingo & Midlands, Zimbabwe	3 569 890 EUR	ACF	EuropeAid AEAG AESN ACF Japanese Embassy	2 677 418 300 000 300 000 402 815 190 000	Du 1/10/07 au 30/04/11
Objectif de l'action					
Améliorer les conditions de vie des populations rurales isolées par la réalisation des objectifs des OMD et SMDD relatifs à l'eau et l'assainissement et par un contrôle durable et la prévention des maladies liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.					
Résultat de l'évaluation : Menée en Mars 2011. Disponible sur demande (en anglais)					

Partenaires locaux associés (Usagers, ONG locales, Maire, Services déconcentrés, etc.)

Partenaire	Expériences dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et compétences
Municipalité d'Oulan-Bator et les autorités concernées au niveau des districts et des « khoros ¹⁰ »	<p>La Ville d'Oulan-Bator est divisée administrativement en « Districts » (9), eux-mêmes subdivisés en « Khoros » (132). Au niveau de la ville d'Oulan Bator, les compétences en matière d'approvisionnement en eau incombent à la compagnie d'état, l'USUG, sous la supervision directe de la Ville d'Oulan Bator et en lien avec les ministères techniques</p> <p><u>Contacts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mr Bataartsogt (Chef du Département de l'Environnement et de la gestion des déchets d'Oulan-Bator), Enkh-Amalam (Département de l'Environnement et de la gestion des déchets) - Tel : 976-11-315335 • O.Baasansuren (Chef du Département production et service) pour le district de Songino Khaikhan - Tel : 976-99-11506 • Tuul (Responsable du Département production et service) pour le district de Bayanzurkh - Tel : 976-88-069598
Les Partenaires Privés dont, La Xac Bank	<p>La Xac bank contribue au développement du secteur tertiaire dans la capitale et représente une alternative non négligeable pour le financement des infrastructures EAH pour les ménages ou dans le cadre des politiques de développement des services et infrastructures des zones de yourtes.</p> <p><u>Contact :</u> Tumendemberel Naidandorj, (Directeur du department bancaire) - Tel : 976-99-067773</p>
Les Organisations Non Gouvernementales dont, Tolgoit, une organisation à base communautaire	<p>Tolgoit a déjà collaboré avec l'ONG World Vision dans l'assainissement via la distribution de latrines associée à des activités génératrices de revenus et de jardins potagers. Tolgoit dispose donc de compétences en termes d'approche et de participation communautaire.</p> <p><u>Contact :</u> Mme Munkhtstetseg Sh. (Directrice Exécutive) - Tel : 976-99-875510</p>
L'Université de Sciences et Technologies d'Oulan-Bator	<p>MUST participe activement au développement de l'assainissement en milieu rural et urbain via de nombreuses publications techniques. Professeur Basandorj dispose par ailleurs d'un réseau tant d'un point de vue technique que politique afin de faire progresser l'assainissement et l'eau en Mongolie.</p> <p><u>Contact :</u> Professeur Basandorj. D (Directeur du centre de recherche et de formation, chef du département de construction hydrauliques) - Tel : 976-99-116539</p>
USUG	<p>L'USUG est le Service Public en charge de l'eau et de l'assainissement en Mongolie dont la gestion des kiosques à eau ou des eaux usées des zones de yourtes.</p> <p><u>Contact :</u> Mrs Munguntsooj G. (Responsable Coopération Etrangère), - Tel : 976-99-061077</p>
Ministère de la Santé, celui de l'Education, et celui de de la Construction et du Développement Urbain	<p>Ces Ministères participent à l'élaboration des politiques, des normes, des législations et des stratégies de développement des secteurs Eau, Assainissement et Hygiène en Mongolie alors que celui de la construction et du Développement Urbain représente une source de financement (en complément des emprunts et des subventions des bailleurs internationaux) via le trésor public des secteurs EAH.</p> <p><u>Contact au Ministère de la Santé :</u> Nymkhorol (Coordinateur de la Politique de Santé) - Tel : 976-11-263892</p> <p><u>Contact au Ministère de l'Education :</u> Amirda (Spécialiste,</p>

¹⁰ Un « khoroo » est une subdivision administrative d'Oulan-Bator, la capitale de la Mongolie. On en décompte aujourd'hui 132.

	Département de l'enseignement supérieur et professionnel) - Tel : 976-93-060060 Contact au Ministère de la Construction et du Développement Urbain : Myagmar. G. (Département de la construction, du logement et des politiques de coordination) - Tel : 976-99-105620
--	---

IV – Eléments financiers

La valeur du projet (incluant une valorisation des actions bénévoles) : ___N/A_____ €.

*Préciser le montant de la valorisation apportée par la commune/population bénéficiaire¹¹ :
_____N/A_____ €.*

1. La participation de la population et/ou commune bénéficiaire est d'au moins 5% en homme-jour comptabilisé

Le coût global du projet (n'incluant pas la valorisation des actions bénévoles) : 1 023 371 €.

Préciser le coût spécifique aux trois composantes suivantes :

L'alimentation en eau : 30 037 €.

L'assainissement : 113 975 €.

Les mesures d'accompagnement : 427 923 €.

Durée estimée du projet

Sa durée est de 3 ans.

ANNEXE 1. BUDGET PREVISIONNEL DES DEPENSES DETAILLE
ANNEE 1 (01/05/12 AU 30/04/13)

Lignes de financements	Coût total (en euros)
infrastructures d'eau	15 109
Staff National programme	1 496
Staff International programme	13 613
infrastructures d'assainissement	77 161
Staff National programme	15 826
Journaliers	11 745
Staff International programme	13 613
Petits travaux de réfection de toilettes	5 850
Service de vidange	10 428
Opération station de compostage	17 200
Stage Agro support et utilisation du compost	2 500
Mesures d'accompagnement	121 509
Staff National programme	27 214
Staff International programme	59 895
Analyse approfondie des filières	14 000
Analyse du cadre institutionnel du secteur eau, assainissement et hygiène au national	5 600
Organisation de conférence (nationale et internationale)	14 000
Partage d'expérience partenaires privés ou publics	800
Mise en œuvre du projet (coût de gestion et d'expertise de l'ONG française ≤30%)	106 404
Transport	10 480
Coût logistique	26 350
Autres frais	4 300
Training session / Perdiem	4 000
Staff International support	43 560
Staff National support	17 714
Mécanismes de suivi-évaluation du projet	19 384
Matériel d'enquêtes pour le suivi interne des activités	1 200
Staff National évaluation	18 184
Frais administratifs (7%)	23,770
Sous total des coûts du projet	339,567
Imprévus (<5% du sous total)	0
TOTAL COUTS PROJET	363,337

ANNEE 2 (01/05/13 AU 30/04/14)

Lignes de financements	Coût total (en euros)
infrastructures d'eau	11 216
Staff National programme	3 048
Staff International programme	8 168
infrastructures d'assainissement	28 872
Staff National programme	8 864
Journaliers	3 377
Staff International programme	8 168
Petits travaux de réfection de toilettes	1 350
Service de vidange	2 214
Opération station de compostage	4 900
Mesures d'accompagnement	184 636
Staff National programme	38 236
Staff International programme	27 225
Analyse approfondie des filières	17 600
Analyse du cadre institutionnel du secteur eau, assainissement et hygiène au national	38 200
Organisation de conférence (nationale et internationale)	14 000
Partage d'expérience partenaires privés ou publics	3 200
Achat et maintenance de matériels informatiques (partenariat)	17 175
Location Bureau et Mobilier (partenariat)	29 000
Mise en œuvre du projet (coût de gestion et d'expertise de l'ONG française ≤30%)	89 830
Transport	10 160
Coût logistique	26 350
Autres frais	1 800
Training session / Perdiem	4 000
Staff International support	27 225
Staff National support	20 295
Mécanismes de suivi-évaluation du projet	34 748
Matériel d'enquêtes pour le suivi interne des activités	1 200
Enquête extérieure à mi-parcours et finale	15 000
Participation Agence de l'eau évaluation	2 000
Staff National évaluation	16 548
Frais administratifs (7%)	24 451
Sous total des coûts du projet	349 303
Imprévus (<5% du sous total)	0
TOTAL COÛTS PROJET	373 754

ANNEE 3 (01/05/14 AU 30/04/15)

Lignes de financements	Coût total (en euros)
infrastructures d'eau	3 712
Staff National programme	3 712
infrastructures d'assainissement	7 942
Staff National programme	3 712
Journaliers	2 330
Opération station de compostage	1 900
Mesures d'accompagnement	121 778
Staff National programme	44 798
Staff International programme	21 780
Analyse approfondie des filières	17 600
Analyse du cadre institutionnel du secteur eau, assainissement et hygiène au national	5 600
Organisation de conférence (nationale et internationale)	13 000
Partage d'expérience partenaires privés ou publics	4 000
Achat et maintenance de matériels informatiques (partenariat)	1 500
Location Bureau et Mobilier (partenariat)	13 500
Mise en œuvre du projet (coût de gestion et d'expertise de l'ONG française ≤30%)	97 103
Transport	10 960
Coût logistique	14 250
Autres frais	3 700
Training session / Perdiem	4 000
Staff International support	38 115
Staff National support	26 078
Mécanismes de suivi-évaluation du projet	37 017
Matériel d'enquêtes pour le suivi interne des activités	1 200
Enquête extérieure à mi-parcours et finale	20 000
Participation Agence de l'eau évaluation	2 000
Staff National évaluation	13 817
Frais administratifs (≤10%)	18 729
Sous total des coûts du projet	267 551
Imprévus (<5% du sous total)	0
TOTAL COÛTS PROJET	286 280